



# DES INSTITUTIONS PLUS FORTES POUR UNE MEILLEURE GESTION DES FORÊTS

## Diagnostic institutionnel de l'INERA et de l'IFA

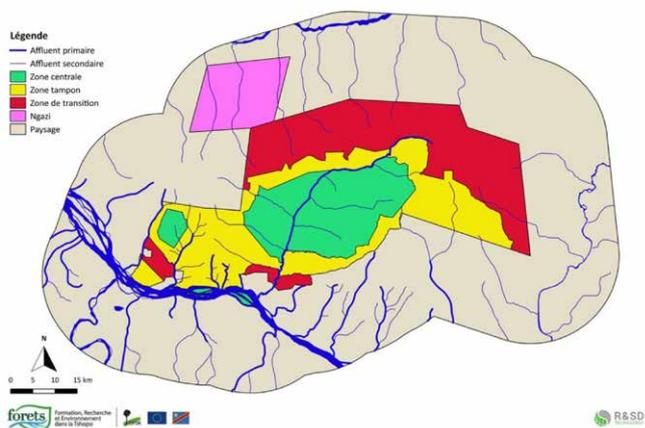
L'intervention de l'Union européenne à travers le 11<sup>ème</sup> Fonds européen de développement (FED) inscrit le secteur de l'environnement, de la conservation de la biodiversité et de l'agriculture durable dans les priorités nationales de la République démocratique du Congo (RDC). Le projet Formation, Recherche, Environnement dans la Tshopo (FORETS) contribue au développement du paysage centré sur la Réserve de biosphère de Yangambi (RBY).

### FORETS poursuit un objectif principal :

Contribuer à la protection et à la valorisation du capital environnemental unique de la RDC en préservant l'intégrité de la RBY et en augmentant les retombées économiques positives pour les populations locales.

### Que sous-tendent trois objectifs spécifiques :

- Contribuer à la conservation et la valorisation de la biodiversité et des services écosystémiques de la RBY, par la préservation de son intégrité et une amélioration de la gestion/gouvernance.
- Encourager et valoriser durablement la production agricole et forestière au bénéfice du développement socio-économique des populations des zones tampons et d'influence de la RBY.
- Atténuer la déforestation des écosystèmes naturels, cause principale du changement climatique au niveau global, et augmenter la séquestration de carbone par l'action de protection, restauration, valorisation et gestion durable des ressources naturelles dans et autour de la RBY.



**Fig. 1 : Zone d'intervention.**

Les limites non officielles de la RBY comprennent trois zones : centrale, tampon et transition (fig. 1). De nombreux cours d'eau sillonnent ce paysage d'une contenance totale de 843 460 ha.

Un diagnostic de l'Institut National d'Étude et de Recherche Agronomiques (INERA) et de l'Institut Facultaire des Sciences Agronomiques (IFA) à Yangambi a été réalisé afin d'établir une description objective et étayée des capacités techniques, scientifiques, d'enseignement, de management (y compris gouvernance, leadership et gestion du changement) ainsi que des zones de convergence et divergence (en ce compris les zones potentielles de conflits en termes de collaboration et partage des responsabilités) de ces deux institutions.

Un inventaire exhaustif des mandats qui leur sont assignés et des moyens dont elles disposent, de même qu'un diagnostic organisationnel permettant de jauger leurs capacités administratives ont été réalisés. Les canaux de communication entre ces deux institutions et avec différents acteurs (population locale, secteur privé, société civile, etc.) ont également été investigués.

La mission de terrain exécutée en juillet-août 2016 a couvert trois localités : Kinshasa, Kisangani et Yangambi.

Le diagnostic a été établi sur la base des éléments suivants:

- la collecte de données et informations objectives sur les mandats, les ressources et le fonctionnement des deux institutions ;
- la collecte de témoignages de récentes collaborations et/ou partenariats avec l'INERA ou l'IFA Yangambi.

La Réserve de Biosphère de Yangambi (RBY) tire ses origines de la création en 1933 de l'Institut National pour l'Étude Agronomique au Congo Belge (INEAC, actuel INERA).

Constituée par des zones protégées représentant divers écosystèmes, la RBY, reconnue comme Réserve de Biosphère par l'UNESCO en 1977, avait comme objectif principal la conservation de la nature et la recherche scientifique au service de l'homme. Elle devait servir de système de référence pour mesurer ses impacts sur son environnement et favoriser le développement des communautés paysannes.

La RBY est appelée à fonctionner conformément aux principes de base du Programme MAB-UNESCO (*Man and the Biosphere*) et s'adapter aux exigences de la mise en œuvre des conventions internationales ratifiées par la RDC.

Dans la pratique, depuis l'indépendance, il n'y a pas eu d'institution mandatée pour la gestion de la RBY ayant les capacités et/ou les moyens nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un vrai plan de gestion. Divers acteurs ont maintenu une présence et une certaine influence dans la RBY, mais aucune institution n'a réellement pu « prendre en charge » la gestion de la Réserve de façon adéquate.

La situation actuelle relative à la gestion de la RBY est donc « floue et complexe ». Ce constat est soutenu notamment par le fait que :

- le statut de la RBY existe sur papier, mais dans la réalité, les activités des institutions et des populations ne sont pas concertées ;
- les limites de la réserve et la stratification de la RBY ne font pas l'unanimité ;
- le régime foncier, le statut des ayants droits et le développement des implantations villageoises des espaces font l'objet de controverses ;
- les acteurs institutionnels en présence (IFA, INERA, MAB, partenaires extérieurs) ont des intérêts qui ne sont pas nécessairement alignés. L'absence d'un leadership fédérateur, de vision et la faiblesse ou l'absence totale des capacités-clés entravent considérablement les efforts de conception d'une intervention.

Malgré ce contexte flou, complexe et plein de controverses, la végétation de la RBY est restée généralement intacte et le taux de dégradation y est plus faible que dans les autres Réserves de Biosphère de RDC.

La mission de l'INERA est de promouvoir le développement scientifique de l'agriculture en RDC. Au niveau national, l'INERA comprend cinq Centres de Recherche et dix-neuf Stations Expérimentales. La recherche agronomique appliquée y est organisée en seize programmes nationaux spécifiques dont cinq sont coordonnés par le Centre de Recherche de Yangambi (tableau 1).

La Direction Générale de l'INERA est basée à Kinshasa avec un Bureau de Liaison à Kisangani.

Sur le plan organisationnel, un audit de l'INERA Yangambi en février 2015 dressait le constat suivant : état de léthargie ; fonctionnement en vase clos sans appui financier de Kinshasa ; manque de perspectives et de planification ; personnel démotivé, ni coaching, ni formation ; reconversion nécessaire de plusieurs services. Cet audit mentionnait également le fait que l'appui à l'Herbarium, avec peu de moyens, semblerait porter ses fruits, preuve que les équipes opérationnelles peuvent fonctionner si elles en ont les moyens.

Suite à la nomination d'un nouveau Directeur Général fin 2015, l'INERA est en pleine réforme institutionnelle et un nouveau plan stratégique 2017-2021 est en cours à ce moment-là.

Tableau 1 : Situation de l'INERA Yangambi (mi-2016).

Ressources	Situation	Difficultés
Humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 248 chercheurs et techniciens</li> <li>• +940 travailleurs (dont 37% +65 ans ou malades)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effectif peu performant vu l'âge et le peu de moyens</li> <li>• Aucun PhD et manque de moyens pour finaliser les thèses de doctorat</li> </ul>
Patrimoine / infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Infrastructure immobilière importante datant de 1934</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vétusté/insalubrité</li> <li>• Absence d'électricité</li> <li>• Groupes électrogènes non fonctionnels faute de moyens</li> </ul>
Financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Salaires payés par le Gouvernement</li> <li>• Potentiel de générer des recettes importantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de budget de fonctionnement du Gouvernement depuis des années</li> <li>• Recettes réelles très faibles</li> </ul>
TIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de wifi longue portée</li> <li>• Pas de compétences locales en IT</li> <li>• Infrastructure informatique quasi inexistante excepté à l'Herbarium</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Isolement géographique du site et grandes distances entre les bâtiments compliquant fortement tout projet de réhabilitation informatique</li> </ul>

Il semble que plusieurs projets de réhabilitation de l'INERA ont été menés ces dernières années mais, après l'arrêt de ces projets, les capacités informatiques mises en place ont disparu.

Par ailleurs, des entretiens menés, il ressort que les collaborations entre l'INERA Yangambi et les partenaires financiers et techniques peuvent s'avérer difficiles.

Selon son plan stratégique 2016-2020, l'IFA a pour missions la formation de cadres de conception et de professionnels de la recherche agronomique et forestière, ainsi que la promotion scientifique et professionnelle de l'agriculture. Elle se veut une université d'excellence sur le plan national, régional et continental (tableau 2).

Elle propose l'enseignement dans quatre options (Agronomie Générale, Sol et Eau, Eaux et Forêts et Médecine Vétérinaire). Cependant, au vu des difficultés de fonctionnement du site (problèmes d'électricité, d'eau potable et d'accès), les

Tableau 2 : Situation de l'IFA (mi-2016).

Ressources	Situation	Difficultés
Humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 77 académiques &amp; scientifiques</li> <li>• +182 admin., techniciens et ouvriers</li> <li>• +enseignants externes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ± 30 enseignants et chercheurs non payés faute de matricule</li> <li>• Effectif en surnombre</li> <li>• 7 à 24% _ 65 ans</li> </ul>
Patrimoine / infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Infrastructures importantes à Kisangani et Yangambi</li> <li>• Plus de plantations expérimentales pour travaux pratiques</li> <li>• Bibliothèque centrale à Kisangani + 6 à Yangambi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vétusté/insalubrité et sous équipement</li> <li>• Manque d'eau et d'électricité</li> <li>• Groupes électrogènes non fonctionnels faute de moyens</li> <li>• Livres insuffisants et vieux</li> </ul>
Financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Salaires payés par le Gouvernement</li> <li>• Financements de la Fondation Bill Gates et du Japon</li> <li>• Efforts pour avoir des appuis externes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de budget de fonctionnement du Gouvernement depuis ± 20 ans</li> </ul>
TIC	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cybercafé à Kisangani mais faible capacité d'accueil</li> <li>• Pas d'internet à Yangambi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Infrastructure informatique insuffisante</li> </ul>

activités ont été temporairement transférées à Kisangani. Seule l'option Médecine Vétérinaire y fonctionne mi-2016 ainsi que des travaux/stages pour les options Eaux & Forêts, Sol & Eau. On y pratique très peu d'activités de recherche faute de ressources matérielles et financières et depuis 2013-2014, aucune défense de mémoire ou thèse de doctorat n'a eu lieu à Yangambi.

Il existe actuellement des redondances et des complémentarités entre l'IFA et des institutions d'enseignement et de recherche de la Tshopo comme UNIKIS, CSB, INERA, ISEA Bengamisa.

L'absence de commodité de base (électricité, eau, infrastructures publiques, télécoms, voies d'accès), de partenaires commerciaux et l'isolement géographique de Yangambi compliquent fortement tout projet de réhabilitation de l'INERA et de l'IFA implantés sur ce site. Ces chantiers seraient donc colossaux et le rapport coût/bénéfice de la mise en place de tels investissements doit impérativement être évalué correctement.

### 1. Résultats spécifiques et impacts attendus des activités du Projet FORETS

Les investigations sur la capacité des institutions s'inscrivent dans l'(es) activité(s) suivante(s) :

- OS1R4A1 : Analyse institutionnelle des partenaires et des projets

Elle constitue un prérequis pour les activités de renforcement des capacités.

- PSE - Indicateurs de bien-être humain : #5 (amélioration de la qualité de la gouvernance).

### 2. Rôles spécifiques des acteurs

Le schéma matriciel des rôles dans le cadre de ces activités est le suivant :

### 3. Bénéficiaires direct et indirects

Les bénéficiaires directs sont :

- UNIKIS, IFA, INERA, MAB.
- SOCIYA ou autres acteurs de la société civile.

Les bénéficiaires indirects sont :

- Les étudiants et les chercheurs
- Les communautés locales et les organisations de la SC travaillant avec les bénéficiaires directs.

### 4. Gestion du risque et durabilité des impacts

La gestion du risque est essentiellement assurée par les obligations contractuelles de la procédure de sous-traitance, la concertation entre les parties-prenantes et l'existence d'un contrôle qualité.

La durabilité des impacts relève des parties prenantes, en particulier des bénéficiaires directs énoncés ci-avant.

Acteurs	Rôles	Planification	Organisation	Coordination	Réalisation	Contrôle
CIFOR		X	X	X	X	X
R&SD		X	X	X	X	X
MRAC*					X	
ICRAF*					X	
CIRAD*					X	
JBL*					X	
ERAIFT*					X	

\* Procédure de sous-traitance, contrat de services, contrat de travaux, etc. tous basés sur la performance et la qualité des livrables, y compris la documentation de ceux-ci.



Ce projet, qui est financé par l'Union européenne, est mené par le CIFOR dans le cadre du Programme de recherche du CGIAR sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie (FTA), avec l'appui financier des donateurs du Fonds du CGIAR : [on.cgiar.org/CGIARFundDonors](https://on.cgiar.org/CGIARFundDonors).



PROGRAMME DE RECHERCHE SUR les Forêts, les Arbres et l'Agroforesterie



IFA SOCIYA

UNIVERSITE DE KISANGANI



World Agroforestry Centre



cirad



Photo : Axel Fassio/CIFOR

[cifor.org/forets](https://cifor.org/forets) | [forestsnews.cifor.org](https://forestsnews.cifor.org)



#### Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)

Le CIFOR contribue au bien-être humain, à l'équité et à l'intégrité de l'environnement en réalisant des travaux de recherche novateurs, en renforçant les capacités de ses partenaires et en nouant le dialogue avec tous les acteurs afin d'éclairer les politiques publiques et les pratiques qui touchent les forêts et les populations. Le CIFOR est un centre de recherche du CGIAR et dirige le Programme de recherche du CGIAR sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie (FTA). Le siège du CIFOR est à Bogor, Indonésie, avec des bureaux à Nairobi, Kenya; Yaoundé, Cameroun et Lima, Pérou.

